

Article publié sur le site de Confluences Méditerranée : <http://www.confluences-mediterranee.com/Emploi-et-mobilite-des-jeunes-en>

Emploi et mobilité des jeunes en Méditerranée : une question stratégique....en quête de stratégie

Par Iván Martín, membre de Droit

26 octobre 2012

60 millions de jeunes entre 15 et 29 ans vivent dans les pays arabes méditerranéens. Parmi eux, un tiers sont dans le système éducatif, 2% seulement ont un emploi formel, 25% ont des emplois informels et près de 40% - soit 24 millions- ne sont ni dans le système éducatif ou la formation ni sur le marché de l'emploi [1].

(Pour mémoire, dans les pays de l'OCDE, les jeunes « ni-ni » représentent en moyenne 15% de la population de cette classe d'âge, et le pays ayant le taux le plus élevé, l'Espagne, se situe à 23%, qui plus est avec un volume d'emplois informels marginal). 65% des jeunes des pays arabes méditerranéens sont ainsi exclus de fait de tout emploi décent. Parmi les jeunes femmes, cette proportion est de plus de 80%. En somme, les pays arabes méditerranéens sont la région du monde avec le plus haut taux de chômage du monde, y compris parmi les jeunes et le plus bas taux de participation des femmes au le marché de travail. Tout cela, alors que les pays arabes ont la génération la plus formée de leur histoire, près de 30% des jeunes suivant actuellement des études universitaires. Autre caractéristique : la Méditerranée sud est la seule région du monde où le taux de chômage des plus diplômés est plus élevé que pour les travailleurs ayant une formation secondaire ou primaire. Et les perspectives ne vont pas s'améliorer au regard des tendances démographiques : en 2030, les jeunes de la région seront 80 millions.

Ainsi, la plus grande génération de jeunes arabes de l'histoire se trouve face à une sobre équation dont les variables principales sont :

- 1) Des perspectives d'emploi essentiellement limitées au secteur informel (et donc loin de tout concept de travail décent).
- 2) Une éducation et une formation de plus en plus généralisées mais très loin des demandes du marché de l'emploi (dans leurs pays comme dans l'Europe).
- 3) Un accès croissant à l'information et les médias sociaux, avec les attentes que cela entraîne.
- 4) Des voies très limitées d'accès à la participation politique et citoyenne dans leurs pays, malgré les processus de démocratisation en cours.
- 5) Comme conséquence, le désir de plus en plus répandu de migrer à l'étranger, mis en évidence par toutes les enquêtes.

Au-delà des chiffres et de l'instabilité inhérente à cette équation, cette exclusion interpelle l'Europe à plusieurs titres :

- Elle est sans doute une des causes explicatives des révoltes dites du « Printemps arabe » et de l'instabilité qui persiste dans la région ;
- Cette exclusion remet en cause un modèle économique capital-intensif et orienté vers les marchés internationaux et la compétitivité qui, il faut le rappeler, a été non seulement entériné mais activement promu et on pourrait dire même imposé par les organisations internationales et l'UE à travers ses outils de coopération. À l'heure actuelle, ni les institutions internationales, y compris l'UE, ni les nouveaux gouvernements islamistes, ne semblent travailler à la conceptualisation, et encore moins à la réalisation d'une autre modèle.
- Elle semble donner une réponse naturelle qui pourrait se qualifier de « symbiose démographique » à la pénurie de main-d'œuvre dont l'Europe va souffrir dans les prochains années malgré la crise

d'emploi actuelle : d'après l'actualisation des projections du marché de l'emploi faits par CEDEFOP en 2010, la demande additionnelle de travailleurs hautement qualifiés non couverts par la dynamique démographique en Europe augmentera de 10 millions jusqu'au 2020 et celle de travailleurs avec un niveau de qualification moyen de 4,5 millions, augmentation compensée seulement en partie par la chute de la demande des travailleurs peu qualifiés de 7 millions [2]. Pour que les jeunes arabes puissent satisfaire cette demande accrue, il faudrait mettre à jour et renforcer ses qualifications éducatives et professionnelles mais surtout faciliter la mobilité et la migration légale de ces jeunes en Europe, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle [3].

L'importance de la question de l'emploi, souvent ignorée avant le Printemps arabe, a suscité depuis le consensus, et l'on assiste à une prolifération d'initiatives et projets dans le domaine de l'emploi, la formation et l'intégration des jeunes dans toute la région. Les pistes d'actions sont très souvent réitérées : repenser les projets d'investissements publics et les politiques économiques pour mettre en priorité la création d'emploi, repenser le modèle éducatif et les conditions de création et d'essor des PME ; promouvoir toutes les opportunités d'insertion des jeunes et des femmes dans la vie professionnelle (par la formation, l'entrepreneuriat, la création d'emplois d'insertion, l'économie sociale et associative...) ; développer des politiques d'emploi intégrales et des services publics d'emploi performants ; réorienter la coopération internationale vers le social et la création d'emplois (étant donné que l'équation de stabilité sociale semble sous-déterminée à court terme dans ces pays et donc ils ont besoin de l'assistance extérieure pour faire joindre les deux bouts) ; faciliter la mobilité et la migration légale des jeunes en Europe....

Pourtant, force est de constater que ces initiatives s'exonèrent souvent d'une vision globale en termes de modèle économique et de développement dans lequel elles viennent s'insérer, et qui constitue une dimension clé de la transition démocratique et constitutionnelle, mais aussi forcément économique et sociale, que ces pays sont en train d'entamer. Où en est-on pour le modèle social européen, censé être promu par l'Union Européenne dans son action extérieure d'après l'Agenda Social européenne de 2005 [4] ?

Plus largement, l'Europe ne semble pas avoir compris encore que la question de l'emploi et de la mobilité des jeunes en Méditerranée est avant tout une question stratégique... pour l'Europe, et qu'elle requiert une réponse régionale en Méditerranée. En conséquence, une stratégie d'ensemble donnant de la cohérence à toutes ces initiatives fait défaut, en particulier par rapport aux initiatives de coopération européenne dans ce domaine. Ni l'Union pour la Méditerranée et son approche par projets ni encore moins le processus 5+5 de la Méditerranée occidentale, plus orienté vers les questions de sécurité, sont à même de répondre à ce défi majeur, ni par la finalité, ni par la conception ni par l'approche. Les deux Conférences euro-méditerranéennes des ministres de l'Emploi et du Travail tenues à Marrakech en novembre 2008 et à Bruxelles en novembre 2010 n'ont pas eu de suite, pas seulement dans le sens que personne ne songe à en tenir une troisième comme prévu en novembre 2012, mais surtout car le Cadre d'Actions pour la création d'emploi, l'employabilité et le travail décent approuvé en 2008 et réitéré avec des petites modifications en 2010 est resté un cadre purement déclamatoire ; et ce sans aucune action ultérieure d'implémentation ni suivi de ses objectifs. Et pourtant, les neuf objectifs formulés dans le cadre régional d'actions (déclinés dans des objectifs concrets dans chaque cas) ne peuvent être plus actuels : i) créer davantage d'emplois, y compris à travers des politiques actives d'emploi ; ii) améliorer l'employabilité et le capital humain ; iii) créer de emplois de meilleure qualité et des possibilités de travail décent ; iv) promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; v) intégrer davantage de jeunes dans des emplois décents ; vi) élaborer une stratégie intégrée pour transformer l'emploi informel en travail formel, et vii) gérer la migration de la main d'œuvre en tenant compte des besoins des marchés de travail des deux côtés de la Méditerranée.

Pour quand alors une « Stratégie Euro-Méditerranée pour l'Emploi, la Formation et la Mobilité » à l'instar de la Stratégie Europe 2020 [5] ?

NOTES :

[1] Toutes les Statistiques dans cette note procèdent de l'étude [Union for the Mediterranean Regional Employability Review : The Challenge of Youth Employment in the Mediterranean](#), publiée par l'European Training Foundation de Turin au mois de septembre.

[2] CEDEFOP (2010) : Skills supply and demand in Europe : medium-term forecast up to 2020, Luxembourg.

[3] Voir une analyse détaillée de cette question dans Iván Martín (2011) : "A Win-Win Match of Labour Demand and Labour Supply Across the Mediterranean", dans Bichara Khader, [Les migrations dans les rapports euro-méditerranéennes et euro-arabes](#), pp. 71-83, L'Harmattan, Paris.

[4] Commission européenne (2005), Communication de la Commission sur l'Agenda social, COM(2005)33, p. 5,0 <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2005:0033:FIN:FR:PDF>, d'après laquelle « l'UE doit également s'assurer qu'elle met en œuvre ses politiques extérieures d'une manière qui contribue à l'optimisation des avantages de la mondialisation pour tous les groupes sociaux dans tous ses pays et régions partenaires. Ses politiques extérieures ont toujours été marquées par une dimension sociale importante, par exemple en matière de soutien de l'accès universel aux services sociaux de base dans les pays en développement ».

[5] Sur cette question, voir Iván Martín (dir.) (2010) : [20+10. 30 propositions pour définir une véritable dimension sociale du Partenariat euro-méditerranéen](#), 183 pages, Friedrich Ebert Stiftung, Rabat, Maroc.